

# Infrastructures et gestion des risques d'inondation dans le quartier de Kinsuka-Pêcheur<sup>1</sup>, ville de Kinshasa

Octobre 2024 | République Démocratique du Congo (RDC)

## Messages clés

- Sept structures de santé sur l'ensemble des établissements évalués avaient été impactées par les inondations, dont l'une qui n'était toujours pas fonctionnelle au moment de l'enquête.
- Un seul établissement scolaire, *le complexe scolaire Sainte Perpétue*, avait vu son état de fonctionnalité très impacté par les inondations de janvier 2024 avec la destruction du bâtiment principal d'après l'IC consulté.
- Les principales stratégies de prévention et de réduction identifiées par les IC notamment à l'échelle provinciale étaient principalement associées à la construction et réhabilitation de structures de drainage mais cette mesure semblait moins développée à l'échelle du quartier.

Carte 1 : Localisation du quartier de Kinsuka-Pêcheur



## Contexte

La ville de Kinshasa est confrontée ces dernières années à des enjeux majeurs en matière d'aménagement du territoire en raison de sa croissance démographique importante et de son urbanisation non planifiée<sup>2</sup>. L'augmentation de la population et la rareté des terres disponibles ont conduit à un accroissement et à une densification de l'urbanisation avec des ménages choisissant de s'installer de manière spontanée sur des terrains pourtant non-constructibles<sup>3</sup>. En janvier 2024, les pluies et la crue du fleuve Congo ont été la cause d'importantes inondations affectant de nombreuses populations et infrastructures des quartiers de la ville, et donc l'accès aux services essentiels<sup>4</sup>. Les résultats préliminaires de l'analyse chronologique de l'expansion urbaine dans la ville de Kinshasa, réalisée par REACH en juillet 2024<sup>5</sup>, montrent une avancée des habitations sur les bords du fleuve. Certaines parties dont le quartier de Kinsuka (commune de N'Galiema) sont ainsi particulièrement exposées au risque d'inondations.

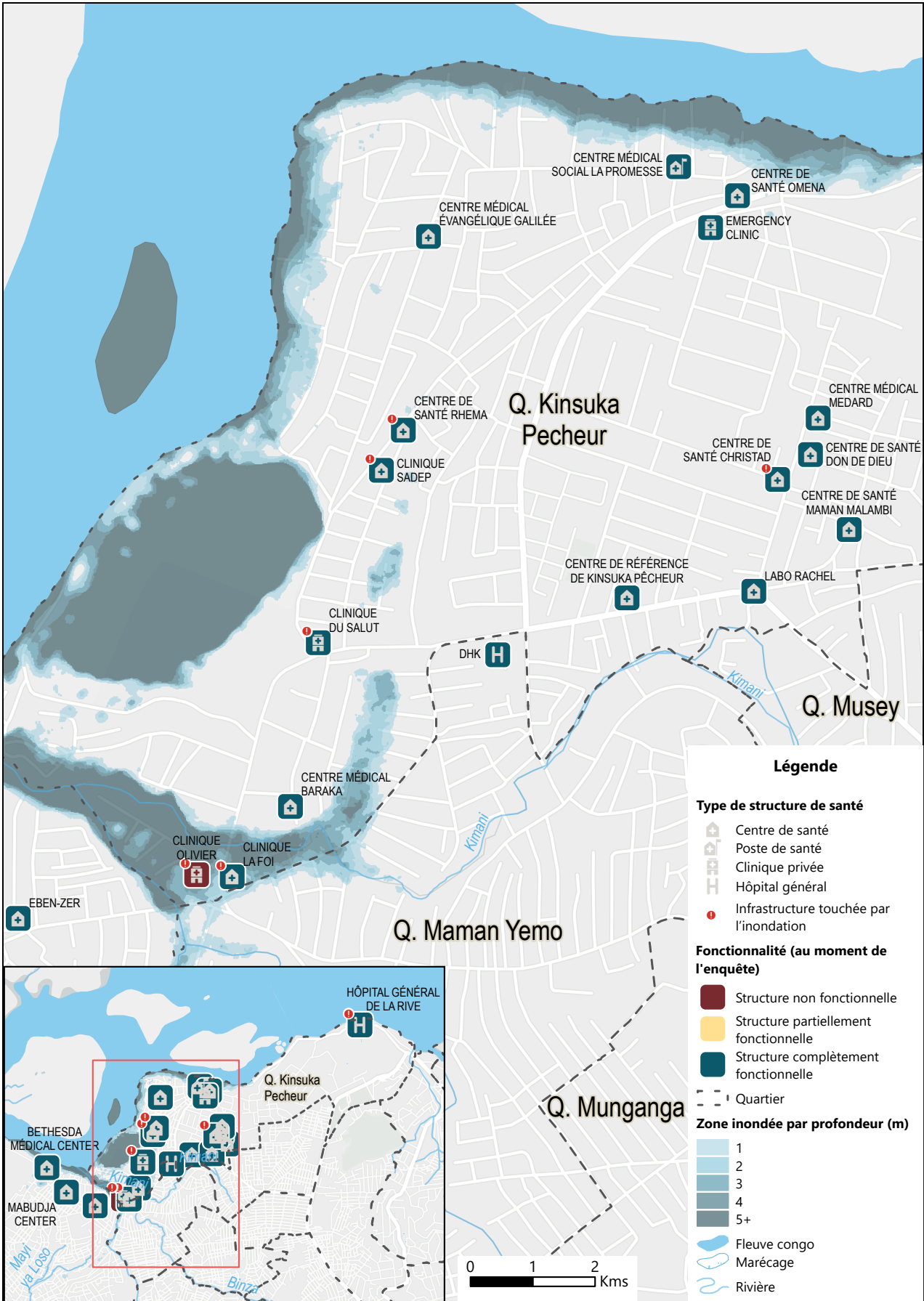
## Aperçu de l'évaluation

En raison de la forte exposition du quartier aux risques d'inondation, REACH a réalisé une cartographie des infrastructures d'éducation et de santé afin d'identifier celles affectées par les inondations de janvier 2024 et situées dans les zones à forte susceptibilité aux inondations.

Ce travail vise à mettre à la disposition des acteurs locaux une analyse de la disponibilité et de la fonctionnalité des infrastructures au niveau des quartiers, afin d'informer les stratégies adoptées face aux risques d'inondation.

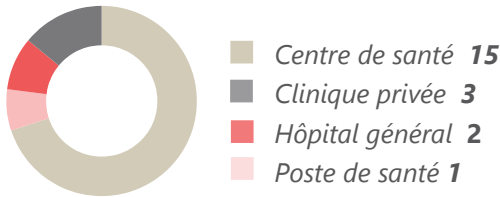
# Structures de santé

Carte 2 : Infrastructures sanitaires évaluées dans le quartier de Kinsuka



**21** structures de santé dans le quartier de Kinsuka ont été cartographiées. Les entretiens ont été principalement réalisés avec des infirmiers (11/21) et des médecins (6/21). La très grande majorité des établissements était régulièrement fonctionnelle (20/21). L'unique établissement non-fonctionnel ne l'était pas depuis plus de 6 mois en raison de la destruction du matériel lors des inondations.

**Nombre de structures de santé par type d'établissement de santé (n=21)**



**Nombre de structures de santé selon les principaux types de soins accessibles aux patients (n=21)**  
(Question à choix multiple)

- Traitement contre le paludisme **21**
- Traitement contre la diarrhée **19**
- Consultation générale **15**
- Accouchement **10**
- Chirurgie **9**

**moins de 25 personnes**

fréquentaient quotidiennement la très grande majorité des structures de santé cartographiées (19/21), respectivement 25-50 et 100-250 patients étaient accueilli en moyenne dans chacun des deux autres établissements.

**Nombre de structures de santé au sein desquelles l'accès aux soins était payant**

**( 21/21 )**

**12 421 FC**

(soit 4.35 \$<sup>6</sup>) était le montant moyen des frais de consultation générale avec un médecin ou un infirmier (19/21). Le montant des frais de consultation variait entre 5 000 FC et 30 000 FC.

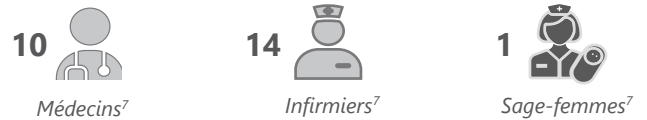
**11/21** structures de santé évaluées bénéficiant d'un accès à l'électricité dans le quartier

Nombre maximum moyen de patients pouvant être accueillis chaque jour par structure de santé (n=20)

**14**

**Nombre moyen par structure de santé**

Ressources humaines



Matériels, équipements



**1** IC a rapporté que le bâtiment principal de la structure était détruit. **12** IC interrogés considéraient que le bâtiment de la structure de santé avait des besoin de réparations mais pour la grande majorité d'entre eux (8/12), cela restait des besoins de réparations mineures (entretien du toit, réparation des portes et fenêtres, propreté).

**Nombre de structures de santé selon les principales difficultés rencontrées par l'établissement (n=21)**

Dans le cadre de son fonctionnement (en temps normal)<sup>9</sup>  
(Question à choix multiple)



**Lors des inondations**  
(Question à choix multiple)



Dans la plupart des établissements sanitaires (16/21), l'accès à la structure semblait être généralisé à l'ensemble de la population. Cependant quelques IC ont mentionné des difficultés d'accès pour les personnes âgées (5/21), les femmes, filles (3/21) et pour les personnes en situation de handicap (2/21). Les barrières financières (5/5), physiques (2/5) et l'insécurité (1/5) étaient les principales raisons rapportées.

**Nombre de structures de santé ayant bénéficié d'un soutien<sup>10</sup> au cours des 12 derniers mois (n=20)**  
(Question à choix multiple)



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE

**REACH** Informing more effective humanitarian action







En ce qui concerne les établissements scolaires évalués dans le quartier de Kinsuka, ceux-ci étaient au nombre de **19** (Carte 3). Les IC interrogés étaient principalement des directeurs d'établissement (8/19), des membres du personnel administratif (7/19) et enseignants (3/19). En ce qui concerne la fonctionnalité, **1** établissement était rapporté par l'IC interrogé comme non-fonctionnel en raison des inondations et la destruction du bâtiment.

**Nombre d'écoles selon le statut de l'établissement (n=19)**

**Privé 16**

**Public 1**

**Non-définie 2**

**Nombre d'écoles selon les principaux niveaux d'enseignement dispensés (n=19)**

(Question à choix multiple)



**Nombre d'écoles dont les frais de scolarité étaient payants**

**( 15/19 )**

**335 715 FC<sup>6</sup>**

(soit 118 \$<sup>6</sup>) était le montant moyen des frais de scolarité dont devait s'acquitter chaque élève au sein des établissements (7/15). Le montant des frais de scolarité rapporté par les IC était compris entre 150 000 et 770 000 FC.

**Nombre d'écoles disposant d'une cantine scolaire fonctionnelle**

**( 0/19 )**

**11/19**

écoles bénéficiant d'un accès à l'électricité

**Nombre moyen par école**

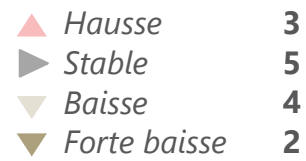
Effectif



Mobiliers, équipements



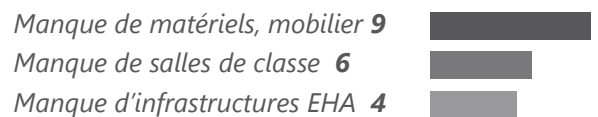
**Nombre d'écoles selon l'évolution de la fréquentation lors de la période des inondations (n=14)**



**15** établissements scolaires dont la majorité (11/15) ont rapporté par l'intermédiaire de l'IC interrogé des besoins de réparations «mineures» ou importants (4/15). L'absence de besoin de réparations était mentionnée par les IC de deux établissements.

**Nombre d'écoles selon les principales difficultés rencontrées par l'établissement (n=19)**

Dans le cadre de son fonctionnement (en temps normal)<sup>9</sup>  
(Question à choix multiple)



Dans le cadre des inondations  
(Question à choix multiple)



L'existence de difficultés d'accès pour les élèves en situation de handicap était mentionnée par les IC dans **4** établissements. Les principales raisons évoquées étaient liées à l'existence de barrières financières (3/4) et physiques (3/4).

**Nombre d'écoles ayant bénéficié d'un soutien<sup>10</sup> au cours des 12 derniers mois (n=19)**

(Question à choix multiple)



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE

**REACH** Informing more effective humanitarian action

## **Conséquences des inondations et vulnérabilités**

Les inondations du début d'année 2024 ont impacté plus de 2.1 millions personnes dans l'ensemble du pays<sup>11</sup>. En raison de ce fort impact et des dégâts associés, elles sont considérées comme parmi les plus importantes que le pays ait connues lors des 60 dernières années<sup>12</sup>.

### **Conséquences sur les ménages et les activités génératrices de revenu**

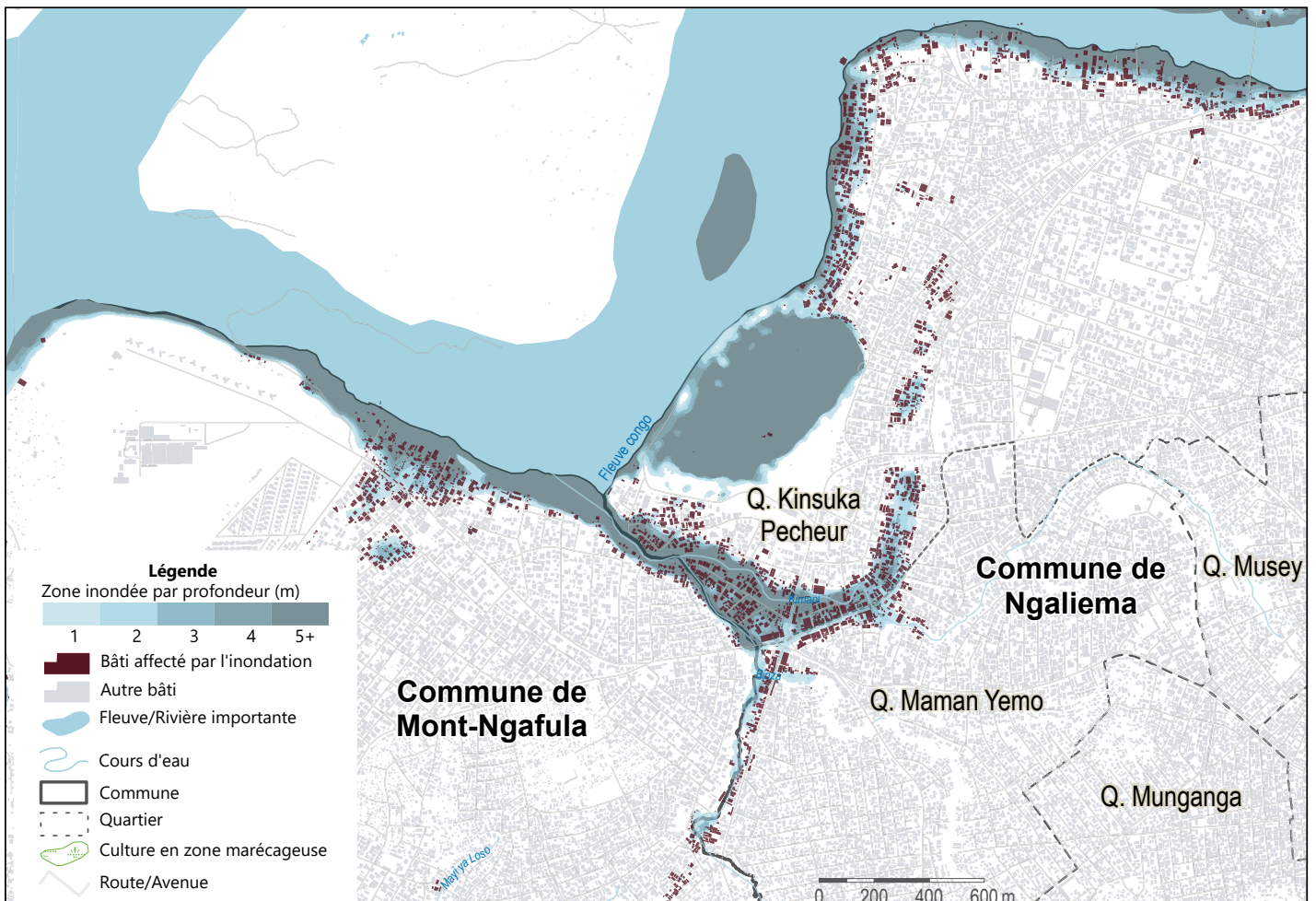
À Kinshasa, les inondations ont principalement affecté les ménages, entraînant la destruction des habitations, notamment celles situées près du fleuve Congo et des rivières à l'instar du quartier de Kinsuka. Selon les acteurs interrogés, l'impact économique a également été important, avec la destruction de certains commerces informels («marchés pirates») et des cultures maraîchères en bordure des cours d'eau. Pour faire face à cette situation, l'un des IC a mentionné l'implication des acteurs locaux et partenaires pour la mise en place de sites d'accueil pour les populations sinistrées ne

pouvant trouver refuge au sein de familles d'accueil.

### **Conséquences sur les infrastructures et les services**

En plus des ménages, les infrastructures sociocommunitaires telles que les écoles, les centres de santé, les églises et lieux de culte ainsi que certaines routes et avenues (déjà en mauvais état) ont été gravement touchées, devenant impraticables dans certains quartiers. C'est le cas du pont "Ledy" dans le quartier de Kinsuka qui fut complètement submergé selon l'un des IC interrogés. Cette situation a, selon quelques IC interrogés, nécessité l'utilisation de pirogues pour le déplacement des populations dans certaines zones où elles n'étaient généralement pas utilisées. Selon les informations recueillies, les inondations se seraient principalement étendues de décembre 2023 à mars 2024, janvier étant le mois le plus critique en termes de précipitations et de dégâts<sup>11</sup>.

Carte 4 : Etendue de la zone inondée dans le quartier de Kinsuka en janvier 2024<sup>5</sup>



*Note à la lecture :* Les zones affectées par les inondations de janvier 2024 ont été modélisées en utilisant une simulation hydrologique basée sur des modèles numériques de terrain et des paramètres de précipitations disponibles, mais pourraient ne pas refléter entièrement la situation réelle, qui dépend d'autres facteurs importants, tels que l'état du système de drainage.

## Vulnérabilité des zones enquêtées

La localité de "Molokayi" était selon l'IC interrogé à Kinsuka, la première à avoir été impactée et la plus touchée. Les pluies auraient occasionné une augmentation du niveau du fleuve et un refoulement des eaux vers la rivière Lukunga et le quartier. Au-delà du quartier de Kinsuka, les IC ont également mentionné d'autres quartiers parmi les zones affectées par les inondations dans les communes de N'Djili, N'sélé, Limeté (notamment les quartiers de Kingabwa et de N Danu) ou encore Mongafula et N'Galiema. Les zones impactées avaient ainsi, selon l'ensemble des IC, la particularité d'être situées à proximité du fleuve, de rivières, cours d'eaux traversant la province et d'être considérées par les IC comme des quartiers ou zones non urbanisées. D'autres facteurs contribuaient à accroître la vulnérabilité de ces quartiers et l'impact de ces inondations. Les constructions anarchiques identifiées par les autorités nationales et un acteur de la réponse humanitaire<sup>13</sup>, étaient particulièrement rapportées par les IC qui ont parallèlement mentionné l'absence de structures de drainage, de canalisation en bon état et la mauvaise gestion des déchets. La forte évolution de la population sur les dernières décennies ne serait pas sans conséquence sur ce phénomène d'urbanisation considéré par certains intervenants comme non contrôlé. La question de l'érosion côtière a également été soulevée. Les intervenants exprimaient une certaine préoccupation vis-à-vis de l'activité de certains agents économiques qui effectuent de l'extraction du sable, le long des berges du fleuve et des rivières. Enfin, le changement climatique a également été identifié en raison notamment des pluies abondantes et de l'intensité de leur impact sur le quartier de Kinsuka. Selon l'un des acteurs interrogés, il s'agissait d'une situation sans précédent dans ce quartier, une première par rapport à la zone de Kingabwa au sein de laquelle ils interviennent habituellement.

## Stratégies et recommandations

### Stratégies de prévention et de réduction des risques

Il ne semblait pas exister, d'après les IC, de stratégies de prévention claires et établies en ce qui concerne le risque d'inondation et de catastrophes, plus largement dans le quartier de Kinsuka. Une réalité locale qui s'opposait à la volonté des autorités locales sur le sujet. La mise en place de mécanisme de surveillance à base communautaire et de système d'alertes précoces étaient selon les IC interrogés à l'échelle de la ville, encouragées par les organisations gouvernementales comme le Ministère des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité nationale (MINAS) et l'Observatoire National de l'Aménagement du Territoire du Ministère en charge de l'Aménagement du Territoire. En ce qui concerne les actions de réduction de l'impact des inondations, la participation et le soutien à la construction, réhabilitation de digues, structures de drainage et caniveaux dans les différents quartiers étaient mentionnées par plusieurs acteurs. Dans le quartier de Kinsuka, l'IC interrogé a mentionné l'existence d'actions de sensibilisation qui étaient réalisées

lors des inondations (via l'utilisation de mégaphones) afin d'alerter la population et de fournir quelques orientations. Ces actions ont permis aux populations de trouver refuge dans la partie supérieure du quartier (Mimosa, Lubuaku). Pour les accompagner dans ces actions, certains IC ont mentionné l'existence d'une stratégie nationale de gestion des risques des catastrophes en cours de finalisation et qui permettra de créer une meilleure synergie entre les actions de prévention, de réduction de l'impact et la mise en application des réponses. Cette stratégie nationale s'inscrirait selon l'un des acteurs dans la volonté d'intégrer les questions de relèvement et de développement local, en plus des aspects d'intervention qui sont déjà existants. Au delà de la stratégie nationale, certains IC ont mentionné l'existence au sein de leurs organisations de plan de réponses dont l'un développé spécialement pour les inondations de janvier 2024 et qui guiderait l'intervention des acteurs sur le terrain. Pour permettre la mise en place de ces initiatives, plusieurs IC ont déclaré être confrontés à un manque de ressources (matérielles, humaines et financières) ainsi qu'à la faible compréhension et collaboration des populations.

### Recommandations formulées par les IC

Les principales recommandations qui émanaient des acteurs à l'échelle des quartiers, au niveau provincial et national étaient principalement de permettre le déplacement des populations riveraines au fleuve et aux rivières vers des sites où ces dernières seront moins impactées. Cette action avait déjà été initiée à plusieurs reprises par le passé. Cela permettra notamment de limiter la forte pression démographique dans ces zones proches du fleuve et, plus largement, dans la ville de Kinshasa. La mise en place d'actions de sensibilisation notamment via les ONG locales, les églises et aux autres acteurs notamment à l'échelle du quartier de Kinsuka a été fortement encouragée. Au même titre, le renforcement de capacités techniques des acteurs et des équipes intervenant sur le terrain a été également mentionné par les intervenants interrogés afin de permettre une meilleure mise en place de système d'alertes précoces et d'améliorer la réponse aux besoins des populations. Enfin, une autre recommandation partagée par certains acteurs était la résolution des problèmes d'occupation anarchiques du sol dans les zones considérées comme non constructibles et une meilleure gestion des structures de drainage et des déchets.



## Méthodologie

Une méthodologie de collecte de données mixtes (quantitatif et qualitatif) a été employée dans le cadre de cette évaluation.

Un total de 40 entretiens ont ainsi été réalisés auprès d'IC en charge de la gestion des infrastructures de santé et d'éducation identifiées par les agents évaluateurs avec l'appui des responsables du quartier. Une première analyse<sup>14</sup> réalisée en juillet 2024 a permis, via l'utilisation d'images satellitaires et de télédétection, d'identifier les zones exposées aux inondations dans la ville de Kinshasa, les zones touchées par les inondations en janvier 2024 et des

potentiels facteurs de vulnérabilité associés à ces risques dans le quartier de Kinsuka.

En complément de cette approche quantitative, plusieurs entretiens semi-structurés ( $n=5$ ) ont été également organisés avec des IC ayant une bonne connaissance de l'unité d'analyse (quartier de Kingabwa, Kinsuka ou la province de Kinshasa plus généralement) et/ou des questions humanitaires, de gestion des catastrophes et d'inondations. L'objectif était d'avoir une meilleure compréhension des stratégies mises en place par les acteurs locaux dans le cadre de la gestion des inondations notamment lors des épisodes d'inondations récents survenus en janvier 2024. [Lien vers les termes de référence](#)

## Limites de l'étude

- En raison des particularités méthodologiques employées, les résultats sont indicatifs de la situation au moment de la collecte de données et ne tiennent pas compte d'évolutions pouvant avoir eu lieu depuis celle-ci ;
- Compte tenu de l'étendue du quartier, il est possible que certaines infrastructures n'aient pas été identifiées par les équipes sur le terrain. Afin de limiter ce risque, REACH s'est appuyé sur des guides et sur les connaissances des acteurs locaux pour faciliter l'identification des infrastructures d'éducation et de santé ;
- De plus, certains informateurs clés ( $n=10$ ) n'ont pas donné leur consentement pour participer aux entretiens et à la cartographie des infrastructures. Par conséquent, la situation pour ces infrastructures n'est pas incluse dans les résultats présentés ;
- Lors de la cartographie des écoles, certains établissements étaient occupés le matin par le personnel de l'école primaire, et l'après-midi par celui de l'école secondaire. Cela a donc rendu difficile la catégorisation précise des niveaux d'enseignement dispensés entre la maternelle ou le primaire ou le secondaire ou plusieurs niveaux à la fois ;
- Les résultats qualitatifs se basent sur les entretiens réalisés auprès de cinq informateurs clés. Il est possible que certaines stratégies de prévention et de réduction des risques qui existent au niveau de l'unité d'analyse n'aient ainsi pas été identifiées.

## Publications

- [Carte sur l'étendue de la zone inondée - Kinsuka](#)
- [Carte du réseau de drainage - Kinsuka](#)
- [Carte de l'évolution du bâti de 2016 à 2023 - Kinsuka](#)
- [Carte sur la susceptibilité aux inondations - Kinshasa](#)

## Notes de bas de pages

### Page 1

<sup>1</sup> Kinsuka

<sup>2</sup> World Bank. (2021). Profiling Living Conditions of the DRC Urban Population. Access to Housing and Services in Kinshasa Province

<sup>3</sup> Jean-Rufin Munkuamo Gonzaleze. (2023). International Journal of Innovation and Applied Studies (ISSN). 2028-9324 Vol. 40 No. 3 Sep. 2023, pp. 706-722

<sup>4</sup> Radio Okapi. (2024). Inondation à Kinshasa : les victimes du quartier Kinsuka sollicitent l'assistance du Gouvernement

<sup>5</sup> REACH. (2024). République Démocratique du Congo - Ville de Kinshasa, Quartier de Kinsuka-Pêcheur - Carte d'évolution du bâti de 2016 à 2023

### Page 3

<sup>6</sup> 1\$ = 2 852 FC (Francs congolais) (BDC, Taux de change au 07 octobre 2024)

<sup>7</sup> Qualifiés

<sup>8</sup> Fonctionnels

<sup>9</sup> Situation courante, en l'absence d'inondation

<sup>10</sup> Le soutien reçu était à l'initiative d'ONG et/ou d'acteurs privés

### Page 6

<sup>11</sup> OCHA. (2024). République Démocratique du Congo - Flash update #1 : De graves inondations affectent 18 provinces

<sup>12</sup> Radio Okapi. (2023). RDC : la RVF alerte sur la "montée exceptionnelle" des eaux de fleuve Congo

### Page 7

<sup>13</sup> Radio Okapi. (2024). Kinshasa : les constructions anarchiques parmi les causes principales des inondations

### Page 8

<sup>14</sup> REACH. (2024). Evaluation de l'exposition aux inondations à Kinshasa - République Démocratique du Congo - Ville de Kinshasa

## À PROPOS DE REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'Acted et de UNITAR-UNOSAT. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet: [www.impact-initiatives.org/resource-centre](http://www.impact-initiatives.org/resource-centre)



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE

**REACH** Informing more effective humanitarian action